

# LES NOUVELLES DE L'AGRICULTURE

Conformément à la réglementation en matière de protection des données, à la convention conclue avec PAConWeb et à l'intérêt légitime du SPW de vouloir informer l'ensemble des agriculteurs wallons qui bénéficient de la PAC, vos coordonnées ne seront utilisées, par la direction fonctionnelle et d'appui (DFA) du Service public de Wallonie (DGAARNE), qu'en vue de vous envoyer notre magazine 'Les nouvelles de l'Agriculture' et pour réaliser des statistiques anonymes relatives à votre satisfaction du produit ou au profil de nos abonnés. Ces données ne seront ni vendues ni utilisées à des fins de marketing. Ces données de contact seront conservées aussi longtemps que vous n'informez pas nos services de votre volonté de ne plus figurer dans notre base de données, par mail à

infoportail.dgarne@spw.wallonie.be ou par voie postale à l'adresse : SPW Agriculture, DFA, À l'attention de M. Sébastien Deschamps, Chaussée de Louvain, 14 à 5000 NAMUR. Aucune de vos données ne sera communiquée à un autre service du SPW ou à des tiers. Vous pouvez également demander à faire rectifier ou effacer vos données, limiter ou vous opposer au traitement en contactant le responsable du traitement aux adresses reprises ci-dessus. Pour plus d'information sur la protection des données à caractère personnel et vos droits, rendez-vous sur le portail de la Wallonie. Pour toute question relative à la protection des données, le délégué à la protection des données

du Service public de Wallonie, Thomas LEROY, en assurera le suivi par mail à dpo@spw.wallonie.be ou par voie postale à l'adresse : SPW, Département des Affaires juridiques, À l'attention du Délégué à la protection des données, Thomas LEROY, Place de la Wallonie, 1 à 5100 JAMBES. Enfin, si dans le mois de votre demande, vous n'avez aucune réaction du SPW, vous pouvez contacter l'Autorité de protection des données pour introduire une réclamation par mail à contact@apd-gba.be ou par voie postale à l'adresse : Rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Bureau de dépôt (Bruxelles XI)

Éditeur responsable : Bénédicte Heindrichs – Îlot St Luc – Chaussée de Louvain 14 – 5000 NAMUR

## LES FILIÈRES À DENSIFIER, OPPORTUNITÉS À SAISIR



La crise sanitaire nous touche toutes et tous depuis de nombreux mois. C'est une situation complexe et inédite que chacune et chacun vit très différemment. Aujourd'hui, je m'adresse à vous agriculteurs, agricultrices, producteurs, productrices et éleveu(r)(se)s, au travers de cet édit, pour vous réaffirmer tout mon attachement et tout mon soutien à notre Agriculture wallonne.

L'Agriculture couvre 735.206 hectares de territoire wallon. Ces milliers d'hectares représentent un vaste espace de cultures et de prairies à préserver. L'Agriculture est essentielle à plus d'un titre : garante de notre alimentation, pourvoyeuse d'emploi, gardienne de la biodiversité, etc. Toutefois, au vu des enjeux socio-économiques et environnementaux, elle est en constante évolution et est appelée à répondre à de nouveaux défis. Vous en êtes parfaitement conscients et travaillez avec passion, détermination et résilience.

En tant qu'agriculteurs, vous êtes les façonneurs de notre territoire. Vous travaillez la terre et construisez nos paysages. De votre savoir-faire émergent des produits sains et de grande qualité qui se retrouvent non seulement dans nos assiettes, mais aussi au-delà de nos frontières.

C'est pourquoi, lors des récentes négociations concernant la réforme de la PAC, j'ai réaffirmé notre volonté d'une PAC plus simple, plus adaptée, et plus résiliente. Nous souhaitons, avec mes collègues du Fédéral et de Flandre, mettre en œuvre des mesures fortes pour soutenir un revenu juste pour nos agriculteurs. Nous sommes à vos côtés pour défendre votre travail.

Les défis auxquels sont confrontés les agriculteurs sont nombreux mais je souhaite soutenir chaque secteur pour les faire grandir ou les relancer afin de les rendre plus forts encore.

Durant cette crise sanitaire, nous avons observé de nouvelles habitudes de consommation chez le citoyen. Diverses études démontrent que les achats de proximité, de produits frais ont augmenté. Ce retour vers les produits locaux qui me réjouit, nous devons le pérenniser après la crise, afin de poursuivre la valorisation de notre production wallonne.

Dans cette édition des *Nouvelles de l'Agriculture*, vous partirez à la rencontre de filières à découvrir ou à redécouvrir. Des filières qui pèsent un peu moins en termes de chiffres et d'hectares mais pas moins que les autres en termes de rendement, de sens, de développement et d'opportunités. Des filières qui, elles aussi, pourraient apporter des solutions face aux défis d'aujourd'hui et de demain.

En passant du maraîchage au porc ou du développement des secteurs ovins et caprins à l'évolution des protéines végétales en Wallonie, ce numéro dresse un état des lieux de ces filières. Il suggère de nouvelles façons de procéder et développe les stratégies à appliquer en mettant en avant les avantages et les risques qui y sont liés.

Je vous en souhaite une très bonne lecture.

**Willy Borsus**

Ministre wallon de l'Agriculture

## LES NOUVELLES DE L'AGRICULTURE

N°12 – 2<sup>e</sup> semestre 2020

Les Éditions du SPW

Magazine d'information semestriel de l'agriculture  
Édité par le SPW Agriculture – DFA  
CREA  
Îlot St Luc  
Chaussée de Louvain 14  
5000 NAMUR  
Tél. 081 64 94 11



<http://agriculture.wallonie.be>

Le présent document a une valeur indicative et ne préjuge en rien de l'application des législations en la matière.

Éditeur responsable :  
Bénédicte Heindrichs,  
Directrice générale

Conception graphique et édition :  
Twogether

Transposition en langue allemande :  
Irmgard Drese



MAS ©

### LE MARATHON ADMINISTRATIF DE BÉNÉDICTE HEINDRICHS

p. 4-5

### CHÈVRES ET MOUTONS... UN VRAI PARI

p. 6-7

### DOUBLER L'AUTO-APPROVISIONNEMENT DE LÉGUMES FRAIS EN WALLONIE

p. 8-9

### LES PROTÉINES VÉGÉTALES, UNE QUESTION D'INDÉPENDANCE

p. 10-11

### PORC WALLON : LE DÉFI DE LA QUALITÉ

p. 12-13

### QUAND LA TERRE AGRICOLE CHANGE DE MAINS

p. 14-15

### PLANTER DES HAIES À LA MODE DE CHEZ NOUS

p. 16

### UN PLAN POUR APPRENDRE À COHABITER AVEC LE LOUP

p. 17

### POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE : LE PREMIER ACCORD DE FIN OCTOBRE

p. 18

### CALENDRIER 1<sup>er</sup> SEMESTRE 2021

p. 19

n° vert 1718 – [www.wallonie.be](http://www.wallonie.be)

# LE MARATHON ADMINISTRATIF DE BÉNÉDICTE HEINDRICH

**Son truc à elle, c'est la course de fond. Genre marathon. Quarante-deux kilomètres sans s'arrêter. Mais en dosant bien l'effort. Bénédicte Heindrichs sait tenir la distance. À la ville comme à la scène. La scène désormais c'est le 'SPW ARNE', pour Service Public de Wallonie, Direction Générale de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement. Elle en a pris la direction voici quelques mois. Pour les lecteurs des *Nouvelles de l'Agriculture*, elle détaille les lignes de force de son projet.**

## QUELS POINTS FORTS DE VOTRE PARCOURS SONT UTILES POUR DIRIGER LE SPW ARNE ?

Je suis diplômée en Sciences politiques et administrations publiques. J'ai travaillé à l'université de Liège mais aussi à tous les étages de la maison Belgique, depuis le Parlement jusqu'au service d'étude d'un parti politique en passant par des cabinets ministériels. Cette expérience est un point fort car, à mon poste, bien connaître les arcanes institutionnels, c'est important. Par ailleurs, la question environnementale a toujours été au cœur de mon parcours. Avoir des valeurs fortes, c'est fondamental. Sur le plan personnel, je dirais que mon moteur c'est le défi. Ça tombe bien, diriger le SPW ARNE avec 10 départements différents et 2200 fonctionnaires c'est un vrai défi. On dit de moi que je suis enthousiaste... Et de l'enthousiasme, il m'en faudra pour faire face aux enjeux. Comme marathonienne, je sais viser l'objectif, je vois toujours la ligne d'arrivée mais je sais aussi doser mon effort.

## PLUS QUE JAMAIS, IL FAUT RÉCONCILIER AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT, QUELLES SONT VOS PROPOSITIONS ?

Réconcilier l'agriculture et l'environnement, c'est au cœur de mon projet, cela fait partie intégrante de ma lettre de

mission et de la culture d'entreprise que je veux mettre en place. Je sais que ce ne sera pas facile mais pour y parvenir, je veux objectiver les constats et proposer à chacun de se mettre à la place de l'autre.

## CE QUI VEUT DIRE ?

Que je vais commander un état des lieux complet de notre agriculture des points de vue 'situation économique' et 'bilan environnemental'. Il faut se donner une chance via des normes claires et strictes afin de limiter les impacts négatifs de l'agriculture sur l'environnement. Mais via aussi des incitants suffisamment forts pour développer les impacts positifs.

## LE BIO EST UN ENJEU ESSENTIEL MAIS LE TOUT AU BIO EST-IL LA SOLUTION ?

Le Gouvernement veut atteindre 30 % de la superficie agricole utile wallonne en mode biologique. C'est un objectif très ambitieux qui va nécessiter des efforts de recherche, d'encadrement et de promotion. La recherche pour mettre au point des alternatives techniques. L'encadrement des producteurs pour les aider à passer le cap de la conversion et s'inscrire dans des filières de valorisation qui permettent d'écouler les produits. La promotion parce que

les consommateurs doivent être sensibilisés aux avantages de la production biologique et à la question du prix. Un plan stratégique de développement de la production biologique est en cours de co-construction avec le secteur, et il sera proposé à l'approbation du Ministre Borsus puis du Gouvernement en principe avant la fin de l'année.

## LA WALLONIE A FAIT DE 'L'AGRICULTURE FAMILIALE À TAILLE HUMAINE' UN PRINCIPE FORT. EST-CE ENCORE LE MODÈLE EN 2020 ?

Oui, le concept et l'idée restent d'actualité, même s'ils peuvent effectivement apparaître en partie comme des vœux pieux. L'expression « familiale et à taille humaine » est parfois comprise diversement mais la notion reste prioritaire. La rentabilité pose plus question car on sait que la rentabilité de l'activité agricole ne peut être atteinte pour l'immense majorité de nos agriculteurs que grâce aux différentes formes de soutien public. Cela ne pose pas de problème si ce soutien est bien orienté et permet une évolution ou transition vers une « agriculture écologiquement intensive », mais cela pose question si l'on soutient aussi et de façon insuffisamment différenciée des modèles agricoles qui génèrent trop d'impacts négatifs.

## LE GOUVERNEMENT A PROMIS DE PLANTER 4000 KM DE HAIES. C'EST UN SYMBOLE OU PLUS QUE ÇA ?

C'est peut-être une action parmi d'autres mais elle va au-delà du symbole car le secteur agricole a un rôle clef à jouer. Elle s'inscrit dans la future « stratégie biodiversité à 360 degrés ». Deux des grandes missions de mon mandat doivent dialoguer : la réforme de la PAC et la stratégie biodiversité. Mener ces deux dossiers de front est une vraie opportunité. Je tiens à ce que les spécialistes de la biodiversité aillent s'asseoir à la table des spécialistes de la PAC et vice-versa. Il faut faire en sorte que les programmes de la PAC soient biodiversifiés. Si on y parvient, on aura réussi quelque chose d'essentiel.

## VOTRE COMPÉTENCE, C'EST AUSSI LA CHASSE, LA FORÊT. LE MODÈLE WALLON EN LA MATIÈRE EST-IL LE BON ?

En quelques mois, je suis passée d'usagère à gestionnaire... mais la marche est haute. Depuis que je suis directrice générale du SPW ARNE, j'ai accompagné le Département de la Nature et des forêts (DNF) sur le terrain et j'ai été briefée sur les enjeux. La protection de la ressource est importante : autant celle des surfaces agricoles est une évidence,

autant celle de la forêt le paraît moins aux yeux du public. Or, le scolyte, la peste porcine, les conséquences du réchauffement... imposent un changement de modèle.

## UN ENJEU DU MOMENT, C'EST L'ACCÈS À LA TERRE POUR LES JEUNES AGRICULTEURS : COMMENT LEUR PERMETTRE DE LANCER LEUR PROJET ?

Vous savez, je suis aussi une mère de jeunes adultes ; la question de l'accès à la terre, j'y suis sensible. Je veux approfondir le travail entamé avec trois outils réglementaires. Un, renforcer l'observatoire du foncier car il faut documenter efficacement les choses. Deux, optimiser un accès orienté pour les multiples parcelles agricoles détenues par des pouvoirs publics (Région, provinces, communes, CPAS, fabriques d'églises...). Trois, poursuivre la réflexion sur le bail à ferme amélioré par la récente réforme car il me semble qu'il ne favorise pas encore assez les jeunes qui se lancent.

## L'AVENIR DE L'AGRICULTURE, C'EST AUSSI LA RECONVERSION, QUELLES PISTES POSSIBLES ?

Il faut encourager les agriculteurs à répondre aux nouvelles attentes de la société en développant des projets qui rapprochent producteurs et consommateurs : circuits courts et produits locaux, produits de qualité, haute valeur ajoutée, développement de filières émergentes...

## QUEL MESSAGE SOUHAITERIEZ-VOUS TRANSMETTRE AUX 13.000 AGRICULTEURS WALLONS ?

Entre les agriculteurs et nous, les agents du SPW ARNE, il y a quelque chose en commun : les pieds dans la terre et la tête dans les étoiles européennes. Mon message est celui-ci : nous pouvons avancer dans la même direction, nous serons soutenus par rapport à l'agriculture car tout le monde a besoin, et de manger, et de vivre dans un environnement protégé par un secteur agricole digne et soutenu.





## FILIÈRES À DENSIFIER, OPPORTUNITÉS À SAISIR

Viande bovine, production laitière, grandes cultures et plus récemment volailles... La tradition agricole wallonne se concentre historiquement autour de ces quelques grandes spéculations. Avec, on le sait, ses moments heureux et ses grandes crises, particulièrement quand on parle d'animaux. A contrario, l'agriculture régionale a aussi fait la preuve de sa grande capacité d'adaptation. Il suffit de voir comment le secteur a pu se renouveler ces 20 dernières années. Faut-il persister dans des choix légitimes tout en les faisant évoluer ou réinventer le modèle ? De nombreux agriculteurs se posent cette question et font des choix chaque année. C'est à ces derniers que nous avons choisi de consacrer une partie de ce numéro des Nouvelles de l'Agriculture. Pour évoquer quelques filières à densifier, lister les opportunités à saisir, pointer quelques initiatives inspirantes... Bref, mettre un coup de projecteur sur ces spéculations innovantes qui contribuent à façonner le visage de l'agriculture wallonne de demain.



© RwdR

# CHÈVRES ET MOUTONS... UN VRAI PARI

**La balance du commerce extérieur wallon est profondément déficitaire quand il s'agit de filières ovine et caprine. Le potentiel est énorme, à condition de résoudre l'équation prix de revient plus élevé/demande locale orientée vers des productions de qualité.**

« **C**e sont deux filières différentes, tant sur la manière de conduire les élevages que sur les produits recherchés. Mais, tout aussi honnêtement, des points de vue législatifs et encadrement technique, elles se trouvent souvent ensemble... ». **Camille Delfosse**, attachée à la direction de l'Analyse économique agricole au SPW ARNE, balise en quelques mots le ressenti qui habite les éleveurs d'ovins et de caprins souvent mis dans le même panier alors que les métiers

sont fondamentalement distincts. « Un point commun recouvre ces filières : elles sont tellement modestes d'un point de vue volumes de production. Mais au-delà de cela, il est vrai que les caractéristiques et les problèmes qui se posent aux éleveurs n'ont guère de similitudes ».

Ne boudons toutefois pas un détail important : la production est à ce point déficitaire par rapport à la demande du marché que le taux de croissance potentiel est exceptionnel,

particulièrement en ce qui concerne les ovins. À ce sujet, la Belgique détient un record : elle présente le taux d'auto-provisionnement le plus faible d'Europe (moins de 10 %), ceci alors que les débouchés potentiels sont nombreux. En effet, quand on parle 'ovins', on pense immédiatement 'viande d'agneau' mais c'est oublier que l'animal est aussi synonyme de production laitière (puis, en aval, de fabrication fromagère) et de gestion des espaces verts (réserves naturelles, éco-pâturages...). Synonyme aussi, même si économiquement elle ne pèse plus beaucoup, de production lainière.

Quant aux exploitations caprines wallonnes, elles sont surtout spécialisées dans la spéculation laitière à destination fromagère, souvent aux mains de petits producteurs en phase avec l'engouement pour les produits locaux.

Il n'aura échappé à personne que les troupeaux de moutons ne sont plus rares désormais sur le territoire wallon. « Au-delà des statistiques, on sait désormais, explique Camille Delfosse, que le secteur s'est professionnalisé et que l'abattage d'agneaux et moutons wallons a explosé : 20.000 en 2018 pour 40.000 en 2019 ». On sait aussi qu'il séduit de plus en plus les jeunes producteurs wallons (un tiers des éleveurs ovins professionnels ont moins de 40 ans).

Même progression pour les caprins – dont la viande est une des plus consommée au monde même si le phénomène est peu présent dans notre culture – « où l'abattage, principalement confié à des outils du nord du pays, est passé en Wallonie de 276 à 1373 têtes en un an ».

« Il y a, poursuit Camille Delfosse, une véritable volonté de la Wallonie d'asseoir cette filière. Le plan développement stratégique du secteur ovin concocté par le « Collège des producteurs » est un des rares à être aujourd'hui en action.

Les ovins et, plus discrètement les caprins, font-ils pour autant figure de nouvelle 'poule aux œufs d'or' ? « En matière de spéculation, la vraie poule aux œufs d'or reste la volaille au sens large, de plus en plus présente dans l'assiette du consommateur », reprend Camille Delfosse. « Par contre, pour le détenteur de prairies, les secteurs ovins ou caprins sont de belles opportunités. Pour autant, il ne faut pas se lancer tête baissée, plutôt développer cette filière en parallèle, le temps notamment que l'horizon en aval (abattoir, commercialisation...) se dégage en faveur des producteurs wallons ».

Le Collège des producteurs ne dit pas autre chose dans son plan stratégique : la production ovine wallonne représente un potentiel d'agriculture écologiquement intensive en regard de différents éléments intéressants.

**1** « complémentarité avec les productions de grandes cultures : valorisation de ressources fourragères inexploitées et apports agronomiques sous forme de fertilisation du sol. Complémentarité aussi avec la spéculation bovine : valorisation des refus, réduction du parasitisme gastro-intestinal et production de davantage d'UGB à l'hectare. Ces complémentarités permettent d'accroître les performances économiques, environnementales et sociales des systèmes

## FILIÈRES À DENSIFIER

agricoles impliqués. Au niveau social, au-delà du développement de relations entre différentes catégories d'agriculteurs, pointons l'atout du travail saisonnier modulable permis par certains systèmes ovins ».

**2** « son potentiel de réduction de l'usage de produits phytosanitaires ou de la mécanisation par la destruction animale : pâturage des cultures dérobées, éco-pâturage, entretien des réserves naturelles ».

**3** « enfin, à l'heure où la population agricole est en forte décroissance, la spéculation ovine offre un potentiel de connexion du 'hors-cadre familial' au monde de l'élevage. Ainsi, nombre d'éleveurs sont professionnellement pluriactifs, un profil leur permettant d'apporter des compétences externes au secteur ovin ainsi qu'une certaine ouverture d'esprit sur la société non-agricole ».

Le même Collège prévient cependant : « Malgré ses atouts, et des signes de développement encourageants, la filière ovine wallonne doit d'abord se renforcer et se professionnaliser pour faire face à la concurrence (NDLR : laquelle amène dans nos commerces des agneaux dont le prix correspond au prix de revient wallon) et reprendre des parts de marché de la consommation wallonne. L'organisation des acteurs autour d'une stratégie commerciale pour l'agneau wallon nécessite de travailler sur le développement de valeur en lien avec la demande croissante de produits locaux, la fraîcheur et la diversité de l'offre de nos élevages ».

### INFORMATIONS ET CONTACTS

> <https://filagri.be/porcs/le-secteur-porcs/>

Plan de développement stratégique de la filière disponible :

> <https://filagri.be/plans-de-developpement-strategique-des-filieres-agricoles-wallonnes/>

> <https://www.aweoc.be/aweoc.site/>

Contact à l'Administration : [denis.procureur@spw.wallonie.be](mailto:denis.procureur@spw.wallonie.be)



# DOUBLER L'AUTO-APPROVISIONNEMENT DE LÉGUMES FRAIS EN WALLONIE

Le maraîchage se pose autant en piste de diversification que comme une possibilité d'entrer dans le secteur agricole quand on n'a pas (beaucoup) de terres familiales. Pour la Wallonie en tout cas, c'est une filière à doper coûte que coûte.



Volumes faibles et producteurs dispersés... Le constat posé voici deux ans en introduction du plan stratégique de développement de l'horticulture aurait de quoi faire hésiter ceux qui cherchent une piste de diversification ou envisagent plus simplement une reconversion dans le secteur. Pourtant, au-delà des correctifs à apporter, les chiffres les plus récents sur le secteur montrent incontestablement la voie à suivre. Les données du Centre Interprofessionnel Maraîcher – le centre pilote wallon pour le développement et la vulgarisation des cultures maraîchères pour le marché du frais – sont plutôt rassurantes sur le sujet. En 2011, on comptait 2118 hectares de cultures de choux, asperges, carottes, salades de toutes variétés, courgettes, oignons... Huit ans plus tard, le chiffre de référence a quasiment doublé, affichant 4104 hectares de cultures de légumes pour le marché du frais, dont 60 sous tunnel ou sous verre. Dans le même temps, le chiffre d'affaires a été multiplié par 2,5, culminant en 2019 à 36,5 millions d'euros. On compte près de 350 maraîchers qui travaillent sur des superficies d'exploitation relativement réduites par rapport à l'agriculture et qui produisent plusieurs légumes sur la même surface au cours d'une année.

La production de légumes pour l'industrie de la transformation se différencie de celle des légumes frais par une forte mécanisation et des parcelles d'une même culture dont la superficie est généralement supérieure à 20 ha. La culture des légumes industriels occupe près de 2000 agriculteurs qui se sont diversifiés vers ces légumes pour les intégrer dans leurs rotations agricoles. Ils travaillent généralement sous contrat avec les industries du surgelé et de la conserve.

Le plan stratégique pour le développement de la filière insiste sur la professionnalisation à tous les étages : « Beaucoup de jeunes producteurs horticoles ne sont pas conscients (et sont mal préparés) des quatre compétences indispensables pour assurer la rentabilité de leur exploitation. Il ne suffit pas de maîtriser la technique de production, il faut aussi être commercial, manager et bon gestionnaire financier ! ».

Sur base de ce tableau de départ, la Wallonie se veut ambitieuse : augmenter, d'ici 2028, l'auto-alimentation en fruits et légumes wallons de 1,5 % par an pour viser 30 % en auto approvisionnement en 2028. Un objectif réalisable en s'adaptant aux évolutions de la demande et en développant de la valeur ajoutée pour les opérateurs wallons. « À court et moyen termes, l'horticulture comestible wallonne doit continuer à développer sa compétitivité sur ses valeurs liées au professionnalisme, au commerce local (proximité, détail, qualité et service après-vente), à la production plein air et sous abris (notamment les serres en verre) ainsi qu'au développement de valeur ajoutée en Wallonie ».

## 17 %

Seulement 17 % des fruits et légumes consommés en Wallonie sont actuellement produits en Wallonie.

## 136 000

Chaque année, les producteurs wallons mettent 136 000 tonnes de légumes sur le marché du frais.

## 22 000

Vingt-deux mille hectares sont consacrés à l'horticulture comestible (32 % du total en Belgique) ; dont 75 % en légumes pour l'industrie, 18 % en légumes frais, 8 % en arboriculture et 1 % en fraises et petits fruits.



### INFORMATIONS ET CONTACTS

- > SPW ARNE : Josiane FERON – Direction de la Recherche et du Développement – 081 64 97 10
- > Centre Interprofessionnel Maraîcher  
Rue du Bordia, 4 – 5030 – Gembloux –  
081 87 43 02 – [www.legumeswallons.be](http://www.legumeswallons.be)



# LES PROTÉINES VÉGÉTALES, UNE QUESTION D'INDÉPENDANCE

**Le développement des cultures riches en protéines n'est pas seulement bon pour le bilan économique de l'exploitation. Il présente également de nombreux points positifs au niveau environnemental, agronomique et climatique.**

**S'**il est bien un secteur dans lequel l'Europe est pointée du doigt en matière environnementale, c'est celui des protéines végétales. Plus particulièrement la dépendance dans laquelle l'Europe s'est installée ces dernières décennies face au reste du monde. Aujourd'hui, pour 3 kg de protéines végétales consommées en Europe, deux sont produites dans le 'reste du monde'.

Sur le plan régional, en 2013, le Centre wallon de recherches agronomiques de Wallonie a estimé le déficit théorique entre la production protéique et les besoins pour le secteur animal : dans la balance, la production régionale de 664.000 tonnes ne fait pas le poids face aux 908.000 tonnes nécessaires pour l'alimentation des bovins, porcs, volailles...

De quoi parle-t-on précisément ? De cultures riches en protéines, soit des plantes comestibles dont la teneur en protéines brutes dépasse les 15 %. On les classe généralement en trois catégories. Un, les oléagineux : le colza, le tournesol et le soja. Deux, les protéagineux et légumes secs (légumineuses à graines) : les pois, féverole, lupin, haricots, lentilles... Trois, les légumineuses fourragères liées à la prairie : les trèfles et la luzerne principalement.

On parle aussi de mesures européennes destinées à renforcer le développement de ces plantes en Europe (soutien aux agriculteurs dans le cadre de la PAC, soutien à la recherche et à l'innovation, encadrement des producteurs, promotion des avantages pour l'alimentation animale et, bien entendu, l'environnement...).

On parle enfin, au niveau des exploitations, d'intérêts en tous sens. Du point de vue agronomique, on note que les légumineuses contribuent à la fixation symbiotique de l'azote atmosphérique, d'où un intérêt dans les rotations de culture ou en cultures associées. « La Région wallonne a précisément soutenu financièrement un projet de recherche associant la culture de froment et de pois protéagineux avec l'ULiège Gembloux-Agro-Biotech », explique **Michel Dufrasne**, attaché à Direction de la Recherche et du Développement du SPW ARNE. « Ce projet a mis au point la technique culturale et a contribué à démontrer les interactions positives entre les deux espèces. Cette culture associée permet une production fiable, sécurisée et durable tout en limitant les intrants nécessaires et en améliorant le rendement en protéines. En matière de valorisation, différents débouchés sont envisagés tels que l'alimentation animale directement à la ferme ou l'intégration au niveau de l'agro-industrie pour l'extraction des protéines du grain (bio-raffinage). »

Du point de vue environnemental, les auteurs du 'Plan de développement des protéines végétales en Wallonie' :

ajoutent combien « dans la rotation des cultures, les légumineuses réduisent les besoins en engrais azotés minéraux et organiques, qui contribuent à 25 % du total des émissions directes de gaz à effet de serre de l'agriculture dans l'Union européenne ».

Du point de vue économique enfin, les mêmes auteurs assurent que la maximisation des apports protéiques liés au pâturage rend les exploitations plus autonomes et leur permet de générer « une valeur ajoutée, un excédent brut d'exploitation et un résultat courant supérieur (...). Ceci est expliqué par la réduction des charges dans les exploitations autonomes, grâce à la valorisation de l'herbe pâturée ».

De son côté, le Centre wallon de recherche agronomique met également son expertise au service des utilisateurs. Dans un épais rapport publié en 2016, il va au-delà des recherches classiques qui consistent à « mieux faire correspondre les apports alimentaires aux besoins des animaux » pour s'intéresser « aux gains d'aliments et donc de protéines qu'il est possible de réaliser en ajustant les itinéraires techniques (âge au vêlage, durée de lactation, durée de tarissement...). Il souligne aussi combien « améliorer son niveau d'autonomie implique de mettre en place un certain nombre de mesures relatives à la gestion du pâturage, la gestion des fourrages, la production de concentrés et la gestion du troupeau ». Des leviers d'amélioration qui sont toutefois propres à chaque exploitation.

## **i** INFORMATIONS ET CONTACTS

- > À LIRE : Plan de développement stratégique de la filière disponible : <https://filagri.be/plans-de-developpement-strategique-des-filieres-agricoles-wallonnes/>
- > Au SPW ARNE : Michel DUFRASNE  
Agriculture, Ressources naturelles & Environnement  
[michel.marie.dufasne@spw.wallonie.be](mailto:michel.marie.dufasne@spw.wallonie.be)



# PORC WALLON : LE DÉFI DE LA QUALITÉ

**Si l'élevage porcin est une spécialité belge, il est bien davantage implanté au nord qu'au sud du pays. En Wallonie par contre, la volonté de développer ce type de production est aujourd'hui manifeste, avec cependant l'intention d'organiser une filière complète avec des porcs nés, élevés et engraisés en Wallonie.**



## ENTRETIEN

C'est bien connu, le nord du pays regorge d'élevages hors sol porcins. C'est évidemment moins le cas pour la Wallonie qui présente plutôt des exploitations porcines basées sur un mode de production de qualité différenciée, plus en lien avec un modèle d'agriculture familiale. Ainsi, la production porcine se présente souvent comme une opportunité de diversification en complément à une production principale, et fortement orientée vers des modes de production alternatifs. Le cheptel moyen par exploitation a d'ailleurs fortement augmenté. En Wallonie, il est passé de 78 têtes en 1990 à 744 têtes en 2018 tandis qu'en Flandre il est passé de 393 à 1 563 têtes.

**Camille Delfosse**, ingénieur agronome et attachée à la direction de l'Analyse économique agricole du Département de l'Étude du Milieu Naturel et Agricole au sein du SPW ARNE balise les enjeux d'une filière loin de tout repos.

## PARMI LES FILIÈRES À VALORISER EN WALLONIE, ON CITE SOUVENT LES OVINS, LES CAPRINS, LES PORCINS... SE VALENT-ELLES TOUTES ?

Autant les filières ovines et caprines sont intéressantes et valorisables dans un marché régional, autant avec le porc, on est profondément dépendant du marché mondial. Les productions ovines et caprines s'inscrivent dans un marché ascendant en lien avec une forte demande et un taux d'auto-provisionnement parmi les plus faibles d'Europe. La

production porcine peut sembler intéressante. Il faut, cependant, être conscient qu'elle alterne les belles et les moins belles années dans un contexte économique profondément marqué par les mouvements internationaux, comme c'est le cas pour le secteur laitier. Par contre, la production en qualité différenciée peut constituer un véritable atout pour la production wallonne, permettant de se soustraire aux aléas économiques mondiaux. La filière bio est également intéressante car la demande dépasse actuellement l'offre. Ce sont ces opportunités qui permettent de mieux résister en cas de crise, celles-ci étant fréquentes.

## UN EXEMPLE ?

En 2019 et début 2020, la présence du coronavirus et de la peste porcine africaine en Chine ont impacté fortement les exportations vers l'Asie. Les porcs chinois ayant été abattus et la consommation étant élevée, les exportations ont augmenté, surtout depuis l'Allemagne, ce qui s'est traduit par une hausse des prix en faveur de nos éleveurs. À partir de mars 2020, le revers de la médaille est vite apparu : les prix ont dégringolé à un niveau inférieur à celui de 2018, suite à la pandémie et au ralentissement des échanges commerciaux mondiaux.

## PAR CONTRE, AU NIVEAU BELGE, LA CONCURRENCE EST AU NORD DU PAYS...

Ces dernières années en Wallonie, le circuit court s'est très bien développé. Il n'empêche, les Wallons restent les

© RwdR

petits poucets par rapport aux géants du nord du pays puisque l'effectif porcin représente seulement 6,5 % du cheptel national en 2018. Ce n'est pas toujours évident comme situation mais l'ambition wallonne est bien de gagner des parts de marché, par des productions alternatives au porc dit standard.

## EST-CE RENTABLE ?

On l'a dit, au contraire de productions plus discrètes, la spéculation porcine est profondément liée aux tendances mondiales. En Belgique, le taux d'approvisionnement est de 220 % contre 40 % pour la seule Wallonie. Nous avons donc encore une marge de progression afin de servir le marché intérieur et l'exportation. Il ne faut pas perdre de vue que la Belgique est, à son échelle, un des leaders du secteur.

Il existe un outil développé par le CRAW, Investporc, dont l'objectif est de proposer une simulation permettant à tous les candidats producteurs de porcs de jeter les premières bases de la faisabilité de leur projet de diversification. Il est à destination des personnes voulant se lancer dans le porc plein air ou bio.

## MAIS LA WALLONIE PEUT ÉVENTUELLEMENT SE DIFFÉRENCIER SUR LA QUALITÉ ?

C'est une des principales pistes. Il y a une place pour des productions qualitatives répondant aux desideratas d'une partie des consommateurs. Ces productions sont un enjeu majeur pour le secteur car elles sont de nature à garantir une meilleure stabilité des prix, à amener une plus-value par rapport aux filières traditionnelles. Depuis 2015, le nombre de porcs en production biologique a fortement augmenté en Wallonie. Il est passé d'environ 7 000 porcs à plus de 11 000. Il est à souligner que le secteur animal 'bio' est à l'instar du secteur végétal plus dynamique en Wallonie qu'en Flandre même pour des productions telles les porcs et la volaille qui sont plus courants du Nord du Royaume.

## ET LA PESTE PORCINE AFRICAINE (PPA) DANS TOUT ÇA ?

Les démarches pour l'obtention du statut 'indemne PPA' général sont très avancées.

Pour rappel, les mesures prises en septembre 2018 pour endiguer cette épidémie avaient conduit à l'interdiction de repeuplement et à l'abattage de l'ensemble des porcs situés dans la zone concernée. L'une des conséquences de l'obtention du statut 'indemne PPA' de la Belgique pourrait être la levée d'interdiction de repeuplement imposée aux producteurs de la zone PPA. Une probable relance de la production dans cette zone conjuguée avec l'apparition de la PPA en Allemagne (leader européen), pourrait peser sur l'évolution favorable des prix.

## INFORMATIONS ET CONTACTS

> <https://filagri.be/porcs/le-secteur-porcs>

> <http://www.awep.eu>

> Collège des producteurs :

Au sein du SPW ARNE – DDRCB- Direction du Développement :

Pour le secteur porcin : Benoît GEORGES



# QUAND LA TERRE AGRICOLE CHANGE DE MAINS

Alors qu'il est parfois objet de spéculation, alors que l'accès à la terre se complexifie pour les jeunes agriculteurs, il devenait important de suivre l'évolution des prix du foncier agricole wallon. Le Gouvernement l'a bien compris, lui qui a chargé, voici trois ans, l'Observatoire du foncier de collecter et de mettre en perspective les données relatives aux ventes. Une mission étendue, depuis le 1er janvier, aux échanges, donations, apports en société et aux baux à ferme. Le tout avec la collaboration des notaires et des comités d'acquisition. Coup de projecteur sur les grandes tendances du marché en 2019, en cinq chiffres clefs et autant de commentaires.

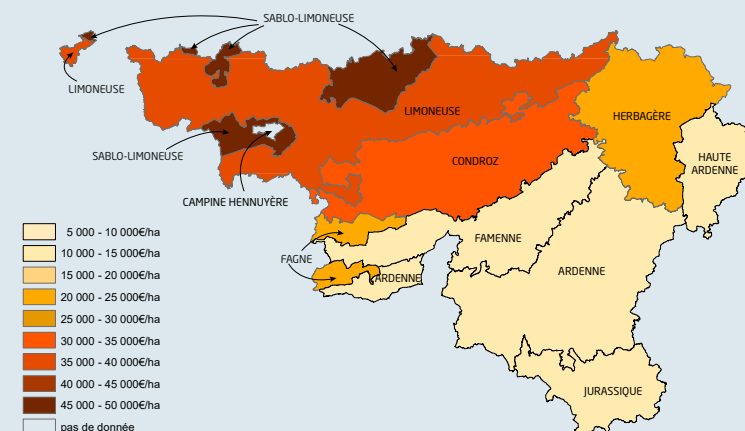
## 28 687

En 2019, 3652 ventes de biens immobiliers agricoles (pour 6847 hectares) ont été déclarées à l'Observatoire. Un tiers de ces ventes concerne une ou des parcelles cadastrales bâties. Deux tiers ne comportent aucune construction. Alors que les données globales incluent les transactions sur tout type de biens, l'Observatoire propose pour chaque indicateur un focus sur la catégorie 'biens non bâtis entièrement situés en zone agricole'. Le montant total des ventes notifiées à l'Observatoire du foncier agricole en 2019 est exactement de 516 493 219 euros, soit une valeur moyenne de 75 434 euros par hectare. Cette valeur moyenne n'est cependant pas significative de la valeur des terres agricoles

puisqu'elle inclut tout à la fois les parcelles bâties et non bâties. Revenons donc à la notion de 'biens non bâtis entièrement situés en zone agricole' pour constater que leur valeur moyenne est de 28 687 euros à l'hectare, un montant relativement stable depuis 3 ans. Il existe toutefois de nettes différences sous régionales : les arrondissements de Waremme et Nivelles présentent les prix moyens à l'hectare les plus élevés (respectivement 49 705 €/ha et 48 733 €/ha). Ces prix moyens sont 1,7 fois supérieurs au prix moyen à l'hectare. Dans l'arrondissement de Virton, le prix moyen à l'hectare (11 571 €/ha) est inférieur de 61 % au prix moyen wallon.

## 12 574

Sans surprise, le prix des parcelles agricoles varie fondamentalement d'une région agricole à l'autre. Toujours dans l'objectif de comparer des choses comparables, mettons le projecteur sur les 'biens non bâtis entièrement situés en zone agricole'. En Ardenne, le prix moyen d'un hectare dans cette catégorie flirte avec les 15 000 euros (14 731 exactement) alors qu'il est trois fois plus élevé dans la région sablo-limoneuse. À la direction de l'Aménagement foncier **Nathalie Sondag** détaille : « Les régions agricoles sabloneuse et limoneuse ont les prix de vente moyens à l'hectare les plus élevés (respectivement 45 881 €/ha et 37 248 €/ha). Ils sont respectivement supérieurs de 60 % et 30 % au prix moyen en Région wallonne (28 647 €/ha). La Haute Ardenne et la région jurassique ont le prix de vente moyen à l'hectare le plus bas (respectivement 12 574 €/ha et 12 943 €/ha). Ils sont inférieurs respectivement de 56 % et 55 % au prix de vente moyen en Région wallonne ».



Région agricole	Nombre de ventes	Superficie totale (ha)	Prix moyen (€/ha)
Ardenne	154	463	14 731
Campine hennuyère	-	-	-
Condroz	174	688	34 438
Fagne	35	87	24 345
Famenne	97	306	14 940
Haute Ardenne	109	148	12 574
Herbagère	116	270	23 566
Jurassique	65	175	12 943
Limoneuse	575	1 143	37 248
Sablo-limoneuse	89	222	45 881
<b>Région Wallonne</b>	<b>1 414</b>	<b>3 501</b>	<b>28 687</b>

## 27 %

C'est la différence qui sépare, dans la catégorie 'biens non bâtis entièrement situés en zone agricole', les terrains sous régime de bail à ferme des terrains entièrement libres d'occupation. Les premiers se négocient autour de 23 590 euros alors que les seconds valent 27 % de plus, soit 32 254 €.

## 32 639

On constate de nettes différences entre la valeur des prairies permanentes et celle des terres arables. Toujours dans la catégorie des 'biens non bâtis entièrement situés en zone agricole au plan de secteur', elle passe du simple au double. Le prix de vente moyen des terres arables (32 639 €/ha) est 2,1 fois supérieur au prix de vente moyen des prairies permanentes (15 540 €/ha). C'est en région sablo-limoneuse que les terres arables se négocient au plus haut : 47 669 €/hectare. Pour les prairies permanentes, le podium est occupé par la Condroz avec 23 323 €.

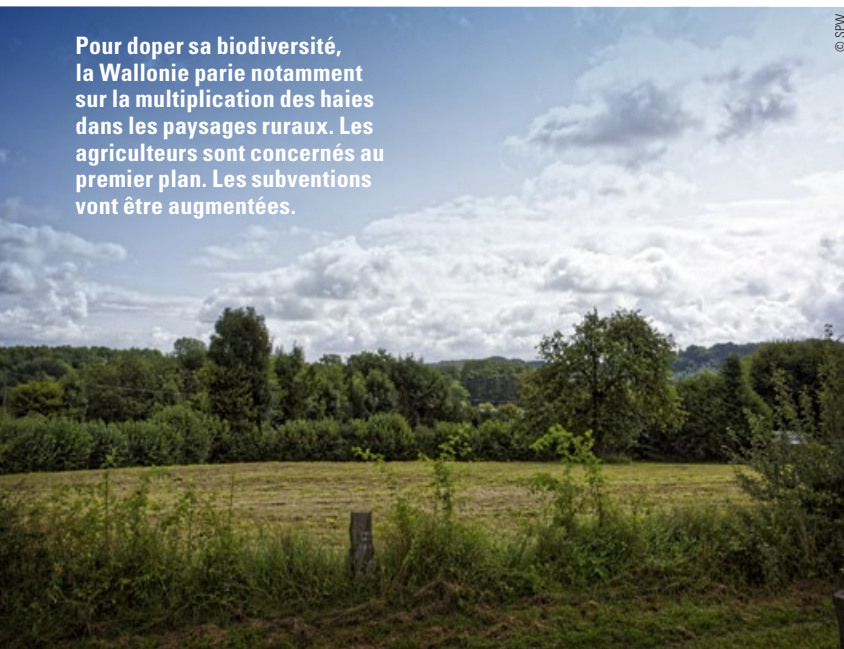
## 55 %

La qualité de l'acquéreur (personne morale ou personne physique) impacte les prix. Ainsi, le prix moyen payé par une personne morale est plus élevé, de 28 %, que celui payé par les personnes physiques. De même, en cas d'acquisition par des non agriculteurs, le prix moyen à l'hectare est supérieur de 22 % à celui payé par un acquéreur agriculteur. On note par contre que les agriculteurs restent les principaux acquéreurs de terres : « 55 % des ventes de biens immobiliers agricoles non bâtis entièrement situés en zone agricole concernent des acquéreurs agriculteurs », indique Nathalie Sondag.



# PLANTER DES HAIES À LA MODE DE CHEZ NOUS

Pour doper sa biodiversité, la Wallonie parie notamment sur la multiplication des haies dans les paysages ruraux. Les agriculteurs sont concernés au premier plan. Les subventions vont être augmentées.



Quatre mille kilomètres de haies... La mesure avait marqué les esprits lors de la formation du gouvernement wallon arc-en-ciel en 2019. Notamment parce qu'au-delà du symbole, elle n'a rien d'anodin. Quatre mille kilomètres, c'est 13 fois la distance Arlon-Ostende, quatre fois Bruxelles-Marseille, 40 000 fois la longueur d'un terrain de football... C'est aussi un mètre de plantations nouvelles pour chacun des quatre millions de Wallons. Bref, 4 000 kilomètres de haies (et/ou un million d'arbres) c'est un joli cadeau pour la biodiversité en Wallonie.

D'ailleurs, en octobre dernier, le Gouvernement en a remis une couche. Il a définitivement approuvé la révision de l'arrêté relatif à l'octroi de subventions pour la plantation d'une haie vive, d'un taillis linéaire, d'un verger et d'alignement d'arbres ainsi que pour l'entretien des arbres têtards.

Il s'agit en fait de doper un projet entamé voici quelques années. Ainsi, entre 2016 et 2018, quelque 100 kilomètres de haies nouvelles ont vu le jour. Rien que sur la saison 2019-2020 (de novembre à mars), ce sont 76 kilomètres de haies qui ont bénéficié de subventions wallonnes.

La présente saison de plantation devrait être majeure grâce à un budget tout simplement triplé : de 350.000 à un million d'euros, de quoi doper les aides tout autant que de multiplier le nombre de dossiers. Un budget qui devrait encore croître à l'avenir pour atteindre deux millions en 2024.

Les agriculteurs sont bien entendu concernés au premier plan, les moyens consacrés à ce secteur passeront en effet de 255 000 à 464 000 euros, ils permettront notamment aux opérateurs de terrain – le Centre agro-environnemental de Michamps et Natagriwal – d'engager du personnel pour soutenir les agriculteurs dans le suivi de dossier.

## DÉMARCHES SIMPLIFIÉES

Possibilité désormais d'introduire la demande grâce à un formulaire électronique un mois avant la plantation (au lieu de 3 mois) ; la réduction des délais de liquidation des subventions ; autorisation d'introduire plusieurs demandes sur une même année sans limitation du nombre de mètres de haies plantées par an et par demandeur ; une longueur minimale de plantation ramenée à 20 m pour les établissements scolaires (au lieu de 50 m) ; le subside qui n'est plus réduit si la plantation a lieu dans un zoning industriel ou commercial.

## SUBVENTIONS EN HAUSSE

- Pour les vergers : les 12 € par arbre passent à 25 €.
- Pour les haies 'un rang' : de 3 à 5 € par mètre. Des subventions à la hausse sont aussi prévues pour les haies à 'deux rangs' (7 € désormais) et à 'trois rangs' (9 €).
- Par ailleurs, l'entretien d'arbres têtards : de 15 à 20 € par arbre.

## YES WE PLANT

Pour parvenir à son objectif de 4 000 kilomètres de haies, la Wallonie a lancé la campagne 'Yes we plant' à destination du grand public. Le site web de l'opération met à disposition toute une série d'outils et d'informations ainsi qu'un compteur d'avancée des plantations. <https://yeswepant.wallonie.be>

On les appelle Akéla, August et Noëlla. Tous d'origine germano-polonaise... ils sont les ambassadeurs du retour du loup dans nos contrées. Le premier a débarqué en Belgique en 2018, s'installant dans les Hautes-Fagnes. Les deux autres, arrivés durant l'été 2018 et l'hiver 2019, forment avec leurs petits nés cette année, la première 'meute' belge, installée dans le Limbourg. Détail important, la réapparition de ces loups est parfaitement naturelle.



# UN PLAN POUR APPRENDRE À COHABITER AVEC LE LOUP

Cent vingt-cinq ans après que le dernier loup connu en Belgique ait été tué, le héros des contes et légendes signe donc un retour discret. Pour lutter contre les idées reçues et se préparer à cohabiter avec l'animal, la Wallonie a mis au point un 'plan loup' en quatre volets. En effet, l'espèce dispose aujourd'hui d'un statut de protection élevé au niveau européen et régional.

## 1 SUIVRE LE LOUP À LA TRACE

Constitué d'agents de l'administration (Département de la Nature et des Forêts et Département de l'Étude du milieu naturel et agricole), de scientifiques (biologistes et vétérinaires) ainsi que de représentants de différents secteurs tels que les éleveurs, naturalistes ou chasseurs, la Wallonie a créé le 'réseau loup'. Il est chargé de 'pister' l'animal en contribuant à identifier des images, des excréments, des poils, des dégâts éventuels... Et aussi de faire la différence entre chien et loup pour une attaque sur du bétail (important pour l'indemnisation des agriculteurs visés).

## 2 PROTÉGER L'ESPÈCE

La protection de l'espèce passe par des dispositions mentionnées dans la loi sur la Conservation de la Nature. On pense notamment à préserver la quiétude dans le périmètre de la tanière - pour autant qu'elle soit localisée - lors de la période de mise bas : on pourrait restreindre

l'exploitation forestière. On pense aussi à la gestion de situations problématiques comme des attaques répétées ou une accoutumance à l'homme. « Il est évident qu'une attaque d'animaux d'élevage par le loup est un coup dur pour un éleveur. Mais il faut bien comprendre que le loup fait preuve, dans ce cas, d'opportunisme alimentaire. Il se sert là où la nourriture est facile à prélever. La majorité du temps, un renforcement des moyens de protection des troupeaux résout le problème », dit **Violaine Fichet**, au Service public de Wallonie. « Si ce n'est pas suffisant, et si des attaques se répètent ou s'intensifient, des mesures d'effarouchement appropriées et progressives doivent être mises en place par les Autorités. L'idée est de compliquer la tâche du loup afin qu'il n'ait d'autre solution que de se rabattre sur les animaux sauvages, qui sont ses proies naturelles ».

## 3 PROTÉGER LES TROUPEAUX

Le plan loup prévoit la mise à disposition de filets électrifiés temporaires aux propriétaires de troupeaux d'ovins ou caprins, voire bovins. Ce prêt gratuit pourra être proposé après une analyse de risques réalisée par un agent de Natagriwal, qui sert de conseiller en prévention des risques spécifiques. La Wallonie peut ainsi subventionner (maximum 80%) l'installation de clôtures définitives dans des zones où la

présence permanente est avérée. Enfin, il est prévu d'indemniser les propriétaires d'animaux attaqués avec certitude ou forte probabilité par le loup.

## 4 SENSIBILISER

Des campagnes de communication seront organisées à destination du grand public et du public professionnel (éleveurs, chasseurs, forestiers, gestionnaires de milieux naturels). « Une cohabitation sereine avec le loup est illusoire si on ne s'intéresse pas à la situation des éleveurs. L'administration tente d'anticiper au mieux les prochaines années, où le nombre de loups risque d'augmenter. Dégager des moyens financiers pour indemniser les pertes ne peut pas suffire, nous devons anticiper la situation afin d'éviter au maximum ces pertes », précise Violaine Fichet. « Cela passe par l'étude des meilleures protections possibles, et par beaucoup de dialogues avec les acteurs de terrain ».

## i INFORMATIONS

- > Sur le web : [reseauloup.be](http://reseauloup.be)
- > À l'Administration : **Alain LICOPPE** ou **Violaine FICHEFET** – Département de l'Étude du Milieu Naturel et Agricole – 081 62 34 37 ou 081 62 64 59



# POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE : LE PREMIER ACCORD DE FIN OCTOBRE

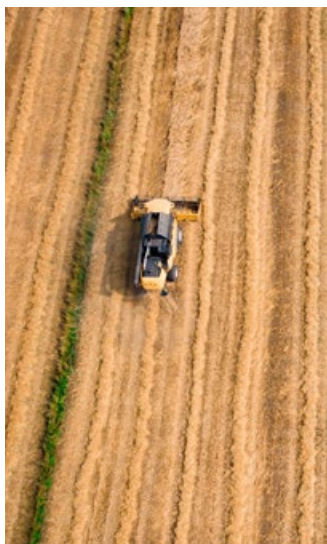
« Nous sommes arrivés à un accord crucial », présentant un « bon équilibre » et répondant aux « aspirations d'une PAC plus verte, plus juste et simplifiée ». C'était le 21 octobre dernier, Julia Klöckner, la ministre allemande de l'Agriculture se félicitait d'un premier accord important sur le renouvellement de la Politique agricole commune. Depuis, il y a sans doute eu d'autres avancées – le présent numéro a été bouclé début novembre – c'est pourtant l'occasion de faire le point sur les lignes de force.

## POLITIQUE

Il reste énormément à négocier sur ce sujet car, entre les aspirations des Etats membres validées par le Conseil des ministres de l'Agriculture et celles du Parlement européen qui devait voter quelques jours plus tard ses propres propositions, il y a parfois de grandes divergences. N'empêche, les trois ministres belges se félicitaient : 'La nouvelle PAC se dessine en respectant la réalité belge'. Dans le même temps, des ONG environnementales jugeaient l'accord 'nettement insuffisant'.

## LES GRANDES LIGNES

« En vertu de l'accord des 27 Etats membres, tous les agriculteurs devraient être tenus de respecter des normes environnementales beaucoup plus strictes pour prétendre aux aides financières européennes. Par contre, les petites exploitations feront l'objet de contrôles simplifiés, pour « réduire la charge administrative, tout en garantissant leur contribution aux objectifs



environnementaux et climatiques. Par ailleurs, le compromis final intègre un mécanisme d'éco-régimes qui devient à présent obligatoire dans le 1<sup>er</sup> pilier. Objectif : octroyer des fonds supplémentaires aux exploitations si elles vont au-delà des normes de base environnementales ». Le texte prévoit d'y consacrer 20 % du premier pilier mais avec une certaine flexibilité dans le calcul compte-tenu des efforts réalisés dans le 2<sup>e</sup> pilier'. La Belgique a par ailleurs obtenu le maintien d'un calcul favorable dans le cadre du 'soutien redistributif', un paiement complémentaire par hectare pour les petits agriculteurs. Les programmes environnementaux concernés par les éco-régimes « incluent des pratiques comme l'agriculture de haute précision, l'agroforesterie, l'agriculture biologique, mais les Etats seront libres de désigner leurs propres instruments en fonction de leurs besoins », précisait le Conseil des ministres.

## CALENDRIER

Les eurodéputés devront débattre puis trancher, d'ici début 2021, sur les règles qui s'appliqueront à partir de 2023. La période d'application de la PAC nouvelle version a en effet été décalée de deux ans, tout en garantissant que du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2022, les mesures actuelles seront prolongées de 2 ans en utilisant les fonds prévus pour 2021 et 2022. Le budget est d'environ 387 milliards d'euros pour sept ans.

## L'EXCEPTION BELGE

La prochaine PAC permettra à chaque Etat d'établir lui-même son 'plan stratégique national' pour 2023-2027, définissant les interventions et les modalités de mise en œuvre de cette politique. Sur ce sujet, la réalité belge, où l'agriculture est régionalisée, posait une contrainte supplémentaire mais, à force de débat, « La Flandre et la Wallonie pourront finalement façonner la PAC en fonction des besoins propres aux deux Régions, qui vivent des réalités agricoles différentes », ont souligné les trois ministres.

Fin octobre, le ministre **Willy Borsus** commentait : « La Belgique a bataillé tout au long des négociations pour une PAC plus simple, plus résiliente et plus réactive face aux crises. Il est important que le cadre européen de la PAC puisse offrir la flexibilité aux Etats membres pour atteindre les objectifs qui seront définis dans le plan stratégique de la Wallonie. Nous serons mobilisés dans les négociations à venir entre le Parlement européen et la Présidence allemande afin d'aller encore plus loin dans les mesures de gestion de crise qui sont une absolue nécessité pour nos éleveurs et agriculteurs. »



OBJET	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
Labour des prairies permanentes					31/05 : fin d'autorisation	
Labour de la couverture de sol érosion (Conditionnalité)						
Déclaration de superficie PAC on Web				30/04 : date limite de déclaration		
Modification de la DS – à la hausse					31/05 : fin d'autorisation	
– à la baisse						
Natura 2000 Fauche/pâturage en UG2 et UG3						> 15
Natura 2000 Fauche/pâturage en UG4						
MB2 prairie naturelle – engrais de ferme						> 15
– fauche/pâturage						> 15
MAEC tournière enherbée : fauche						
Taille des haies						

■ Interdit | ■ Autorisé | ■ Autorisé mais avec certaines restrictions et rappel de la date butoir